



## **CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 08 DÉCEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt trois, le huit décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénäic, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

### **Secrétaire de séance**

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

### **Excusés**

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)  
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)  
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)  
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)  
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)

### **Absents**

LANGUENOU Céline, NOWAK Carine

## Conseil de Communauté du 8 décembre 2023

## Délibération n°DCC2023\_209

**Objet**            **Autorisation de procéder aux dépenses 2024**

Rapporteur    Frédéric KERLAN

Service        Service Finances

Thème          Finances

Frédéric KERLAN donne lecture du rapport suivant :

### EXPOSÉ DES MOTIFS :

**Cette autorisation précise le montant et l'affectation des crédits.**

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs, le Président peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme. Aussi, il est proposé à l'assemblée d'autoriser le Président, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au vote du prochain budget, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non objet d'autorisations de programme dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2023, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le montant et l'affectation des crédits correspondants se déclinent comme suit :

#### Les dépenses inscrites au budget 2023 hors emprunt et AP/CP

Chapitre	Budget général	Budget Photovoltaïque	Budget Réseau de chaleur	Budget Eau DSP avant transfert
20	1 198 317.03 €		7 100.00 €	16 000.00 €
204	2 355 415.59 €			
21	3 727 829.83 €		37 077.23 €	90 000.00 €
23	290 462.31 €	5 375.80 €		
<b>Total</b>	<b>7 572 024.76 €</b>	<b>5 375.80 €</b>	<b>44 177.23 €</b>	<b>106 000.00 €</b>

#### Autorisations de dépenses 2024 jusqu'au vote du BP 2024

Chapitre	Budget général	Budget Photovoltaïque	Budget Réseau de chaleur	Budget Eau DSP avant transfert
20	299 000.00 €	- €	1 000.00 €	4 000.00 €
204	588 000.00 €	- €	- €	- €
21	931 000.00 €	- €	9 000.00 €	22 000.00 €
23	72 000.00 €	1 000.00 €	- €	- €
<b>Total</b>	<b>1 890 000.00 €</b>	<b>1 000.00 €</b>	<b>10 000.00 €</b>	<b>26 000.00 €</b>

### DÉLIBÉRATION:

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,  
Vu l'article L 1612-1 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que l'adoption du prochain budget est programmée en mars 2024,  
Considérant la nécessité pour l'exécutif de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement durant cette période de transition,  
Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 24 novembre 2023  
Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 14 novembre 2023

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique: autorise le président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non inscrites en autorisations de programme, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2023, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au vote du prochain budget.**